

# *l'Anti*capitaliste

n°760 | 26 juin 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

## STAGES, CHÔMAGE, RETRAITES



### ZOOM

Moyen-Orient. Les États-Unis et Israël sèment la mort et le chaos

Page 3

### INTERNATIONAL

Europe. Solidarité internationaliste avec les travailleurEs d'Ukraine

Page 4

### ARGUMENTS

Le NPA-l'Anticapitaliste s'engage pour les animaux

Page 5

### CHAMP LIBRE

Témoignage sur la marche pour la liberté des prisonniers politiques sahraouis

Page 8

## Édito

# Avoir 15 ans... et mourir du travail!

par SIMON SAISSAC

**L**orenzo, apprenti maçon de 15 ans, a été percuté par un engin de chantier à Nice. Axel, en stage d'observation de classe de seconde dans un magasin Gifi, est décédé à la suite d'une chute de palette. Lucas, 17 ans, élève de bac pro mécanique automobile, s'est fait compresser le torse par une poutre métallique dans une usine. Trois adolescents morts au travail en moins de deux mois!

Ces drames ne sont que la partie la plus visible et la plus insupportable de la surexposition des jeunes aux accidents du travail. La semaine dernière encore, un apprenti de 18 ans a été brûlé à 75 % par l'incendie d'une fontaine à solvants dans un garage dans le Doubs, tandis qu'un jeune de 23 ans est mort écrasé sous un engin viticole dans le Var.

Cette situation dramatique est parfaitement connue et documentée : les jeunes de moins de 25 ans sont 2,5 fois plus exposés aux accidents du travail que l'ensemble des salariéEs. Ce simple constat devrait conduire à réduire la présence des jeunes en entreprise, retarder l'âge d'arrivée au travail, et encadrer strictement les travaux auxquels elles et ils peuvent être affectés.

C'est pourtant tout le contraire qu'ont fait les derniers gouvernements : Hollande a supprimé les contrôles préalables à l'affectation des mineurEs à des travaux dangereux et les a remplacés par une simple déclaration, que la plupart des patrons ne se donnent même pas la peine de remplir. Pour maquiller les chiffres du chômage, Macron a fait passer à grands coups de subventions publiques le nombre de jeunes en alternance de 400 000 en 2018 à plus d'un million. Des jeunes censés préparer des diplômes de l'enseignement supérieur se retrouvent ainsi à faire de la mise en rayon en étant payés moins que le Smic.

Quant au stage de seconde qui a coûté la vie à Axel, il a été créé par Gabriel Attal lors de son passage éclair au ministère de l'Éducation nationale, malgré l'avis très largement défavorable du Conseil supérieur de l'Éducation.

Et toujours moins de postes à l'inspection du travail, moins de médecins du travail, moins de représentantEs du personnel dans les entreprises. Le travail tue les jeunes, le gouvernement l'y aide, pour quelques profits de plus. C'est urgent pour les jeunes et les travailleurEs de s'organiser pour que ne soit plus permis aucun accident!

## Bien dit

26% de la population de France métropolitaine a été contrôlée au moins une fois sur les 5 dernières années en 2024, contre 16% en 2016.

Selon les résultats publiés par le Défenseur des droits le 24 juin dans son *Enquête sur l'accès aux droits*. L'enquête établit également que « les jeunes hommes perçus comme noirs, arabes ou maghrébins ont 4 fois plus de risque d'avoir été contrôlés. »

<https://www.defenseurdesdroits.fr/enquete-sur-lacces-aux-droits-sur-les-relations-entre-police-et-population-que-retenir-896>

## À la Une

# RETRAITES Sans rapport de forces, à la fin c'est toujours le Medef qui gagne

Au moment où nous écrivons ces lignes, François Bayrou tente une manœuvre désespérée. Il s'agit pour lui de réanimer le cadavre du « conclave » sur les retraites en recevant à Matignon les « partenaires sociaux » restés à la table de négociation.

**L**a prolongation des négociations et la capitulation des directions CFDT, CFTC, CFE-CGC sur le recul de l'âge légal à 64 ans n'auront au bout du compte servi à rien. Bayrou est confronté à l'échec du « dialogue social » qu'il avait mis en place en échange de la « non-censure » du PS pour assurer sa survie et celle de son gouvernement et faire accepter ses budgets d'austérité.

La preuve est une nouvelle fois faite que le « dialogue social », dans une négociation à froid, sans aucun rapport de forces, ne fait toujours que deux gagnants : le patronat et les gouvernements à son service.

### Aucune concession de la part du patronat

Les employeurs ont jugé utile de ne faire aucune concession, même sur quelques aménagements mineurs en contrepartie de l'abandon des 64 ans. Pour le Medef et ses alliés, le « retour à l'équilibre » des régimes de retraite, doit entièrement reposer sur les « efforts » des salariéEs et des retraitéEs. Hors de question pour eux de toucher aux profits pour y contribuer.

De manière provocatrice, les organisations patronales ont même affirmé pendant la négociation leur volonté d'aller encore plus loin, en reculant davantage l'âge légal de départ et en remplaçant une partie de leurs cotisations par la TVA, impôt le plus injuste.



CHARMAG

### Ne pas renouveler les erreurs de l'an passé

Bayrou va donc devoir assumer devant l'Assemblée nationale l'échec de sa « méthode » et l'application « en l'état » de la contre-réforme des retraites, voire son aggravation. Il espère, grâce à la bienveillance du RN — qui n'estime pas le moment venu de faire tomber le gouvernement — éviter la censure immédiate. Il pourra ainsi continuer à préparer les échéances décisives : le vote à l'automne de son nouveau plan d'austérité de 40 milliards, réparti entre le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale.

Le retour devant le Parlement du débat sur les retraites, et plus largement sur la protection sociale et son financement, ne doit pas amener le mouvement ouvrier à renouveler les erreurs de l'année dernière. Il doit au contraire en tirer les leçons.

Ce n'est pas principalement dans l'arène parlementaire que peut avoir lieu l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de la protection sociale et des droits sociaux.

Ce n'est pas sur ce terrain que se jouera la mise en échec de la nouvelle vague d'austérité qui se prépare.

### Que celles et ceux d'en bas prennent leurs affaires en main

« Dialogue social » et joutes parlementaires ne font que renforcer dans notre camp social l'attentisme, la démoralisation et le sentiment d'impuissance. Le temps, s'il n'est pas celui de la remobilisation, jouera contre nous, laissant la voie ouverte à la poursuite des contre-réformes, à l'autoritarisme du macronisme et de ses alliés, et à la montée en puissance de l'extrême droite.

La reprise en main de leurs propres affaires par « celles et ceux d'en bas » se heurte à de nombreux obstacles qui doivent être dépassés. Affaiblissement et division du mouvement syndical, acceptation de l'austérité par une partie de ses directions, vision institutionnelle du combat politique par la plus grande partie de la gauche, même radicale, engagée dès maintenant dans la course aux prochaines échéances électorales.

### La seule voie qui ne mène pas à l'échec

Se battre pour reconstruire dès aujourd'hui une perspective unitaire de lutte, s'opposer au plan Bayrou et aux violentes attaques qui se préparent pour la rentrée est la voie dans laquelle il faut s'engager sans attendre dans les syndicats, les associations, les collectifs unitaires du NFP, en s'appuyant sur les outils disponibles comme l'appel du « Tour de France de la santé », pour une mobilisation unitaire sur la protection sociale.

J. C. Delavigne

## Acturama



© CGT 93

**DES PÔLES DE MANIFESTANT-ES CONTRE LE SALON DU BOURGET** Internationalistes et anticolonialistes, ensemble...! Syndicalistes, ensemble! Pour cette mobilisation dans le 93 dans des quartiers populaires, peu habitués à voir des défilés, les quelques milliers de manifestantEs avaient choisi de se mobiliser par pôles... avec un certain succès pour renforcer les liens militants face à l'internationale fasciste et à la guerre! Lire article page 6.



© PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



© CGT 93

# MOYEN-ORIENT Les États-Unis et Israël sèment la mort et le chaos

Une semaine après avoir rejoint l'attaque israélienne contre l'Iran, les États-Unis annoncent un cessez-le-feu sans qu'aucun de leurs objectifs ne soit atteint. Derrière cette annonce, se dessinent les ambitions persistantes de remodeler la région par la guerre, au prix de la vie des peuples du Moyen-Orient.

L'attaque contre l'Iran sonne comme un retour aux fondamentaux du projet « Grand Moyen-Orient » de Bush, 20 ans après l'attaque contre l'Irak et la chute du régime de Saddam Hussein. L'Iran était affaibli après le renversement de Bachar El-Assad en Syrie, les coups portés au Hamas à Gaza, au Hezbollah au Liban et après le cessez-le-feu passé entre les États-Unis et les Houthis au Yémen. La fenêtre d'opportunité semblait être la bonne pour en finir avec le régime de Téhéran et imposer par les armes une normalisation de l'État d'Israël, afin d'asseoir durablement les intérêts étatsuniens dans la région. En bombardant les installations nucléaires et des cibles civiles, l'État d'Israël pensait provoquer la chute rapide d'un régime honni par la population et contesté en son sein (par certains secteurs du régime plus enclins à collaborer ou par les royalistes et les Moudjahidines du peuple, qui accueillent favorablement les bombardements israéliens). La guerre contre l'Iran permet également à Netanyahu de reprendre la main en interne : elle est massivement soutenue par la population, alors que la contestation grandissait concernant Gaza.

## Arrêt des bombardements ou temporisation ?

Mais le régime n'est pas tombé. Et malgré ses capacités militaires fortement réduites, il a même réussi à infliger des dommages notables en Israël, provoquant des morts sur son sol. Le régime iranien a réussi à contenir

les contestations internes en réprimant davantage sa population. L'attaque de bases au Qatar et en Irak (dont Washington était prévenu) a voulu faire passer un message : les 40 000 soldats étatsuniens déployés dans la région sont menacés. On ne peut que faire des conjectures sur les motivations des États-Unis quant au cessez-le-feu annoncé, mais le but premier de Trump reste d'affaiblir le régime pour obtenir le maximum de concessions, une capitulation sur le terrain des négociations. L'opinion étatsunienne massivement opposée à une guerre contre l'Iran, la renaissance des contestations populaires internes, et les premières discussions au Congrès ont pu également jouer un rôle. Mais une chose est sûre — on l'a vu pour le Liban où l'État d'Israël continue les bombardements, et à Gaza où il n'a pas respecté ses propres engagements et a repris le génocide en l'accentuant — ce genre de cessez-le-feu n'est qu'une arme supplémentaire aux mains d'Israël et des États-Unis dans leurs projets de remodelage. Il y a donc fort à parier que le cessez-le-feu avec l'Iran ne soit qu'une pause avant la prochaine étape de la guerre que les États-Unis et l'État d'Israël mènent aux peuples de la région. Et les États-Unis sont prêts au chaos pour faire valoir leurs intérêts face à la Russie et à la Chine.

## Contre les guerres et le génocide, amplifier la solidarité !

La situation montre la convergence de deux agendas qui pouvaient paraître parallèles : l'éradication des Palestiniens et la reconfi-

guration de la région sous domination israélo-étatsunienne. Face à ces projets, nous devons renforcer la solidarité avec les peuples qui paient un lourd tribut à cause des guerres impérialistes. Nous sommes aux côtés des peuples d'Iran face à l'agression israélo-étatsunienne. Nous soutenons les organisations et militantes en Iran qui réclament l'arrêt immédiat de la guerre et nous soutenons toutes celles et ceux qui luttent en Iran pour l'égalité, la liberté et la justice sociale.

Pour cela, il faut le rappeler : un changement de régime par les bombes n'a jamais apporté la libération et l'émancipation. Seules les mobilisations populaires pourront mettre un coup d'arrêt à leurs projets de mort. La mobilisation pour un cessez-le-feu à Gaza et l'arrêt du génocide doit intégrer la contestation des guerres impérialistes et du militarisme. Contre les guerres de Trump et Netanyahu, liberté pour les peuples ! Stop au génocide !

William Daunora

## À lire sur le site



**Déclaration conjointe d'organisations indépendantes en Iran: opposition à la guerre et aux politiques bellicistes**



**Le sionisme est un poison pour l'humanité, par Marie Schwab**

# IMMIGRATION « Opération Retailleau » : une rafle d'État contre les migrantEs

Sous l'impulsion de Retailleau, une « opération nationale de contrôle des flux » a été déclenchée les 18 et 19 juin, mobilisant plus de 4 000 flics dans les gares, trains et bus pour traquer les personnes sans-papiers. Derrière l'habillement technocratique d'une « lutte contre l'immigration irrégulière » se cache une réalité brutale : des rafles ciblées dans des lieux de passage, avec un objectif clair d'enfermement, de déportation, de terreur.

## Une offensive raciste et classiste

L'affreux Retailleau assume cette logique sécuritaire et raciste. À Paris, les contrôles ont débordé largement des gares : les flics se sont postés à des carrefours clés, comme à Porte de la Chapelle ou Place de Clichy, interrogeant au faciès, demandant aux passants s'ils « connaissent des personnes en situation irrégulière ». Une stratégie qui rappelle les heures sombres de l'histoire française. Prévue par le code de procédure pénale, la pratique des contrôles administratifs d'identité est censée être aléatoire, mais ces contrôles reposent dans les faits sur des critères racistes, de classe et d'apparence. Une dérive brune assumée, banalisée, institutionnalisée.

À la veille de la Journée mondiale des réfugiés (20 juin), le gouvernement français a franchi un nouveau cap dans la traque aux migrantEs.

## L'HISTOIRE JUGERA RETAILLEAU



CHARMAG

À Rouen, à Rennes ou encore à Grenoble, les déploiements policiers ont également été très intenses dans les gares. Dans le sud de la France, comme à Perpignan ou à Hendaye, des opérations massives ont eu lieu dans les gares et aux frontières avec la collaboration des flics espagnols. Des moyens démesurés déployés pour 13 interpellations à Perpignan par exemple.

## Une politique franco-britannique de la traque

La collaboration des polices française et espagnole aux frontières dans le sud reflète

les contrôles migratoires dans le nord de la France. Dans la Manche, le gouvernement britannique a demandé l'aide de la police française pour traquer les exiléEs jusque dans la mer. Londres dicte, Paris exécute. L'humanité est jetée à la mer, la solidarité criminalisée. Finalement, les gouvernements n'ont pas de difficultés à s'accorder quand il s'agit de faire la chasse aux migrantEs.

## La société civile se mobilise

L'opération Retailleau a mené à peu (mais déjà trop !) d'arrestations. Les militantEs d'extrême

gauche ont su prévenir les personnes en danger et aussi se mobiliser en faisant des actions pour faire perdre du temps aux contrôles policiers, en manifestant dans les gares ou encore en bloquant les voies de trains. Du côté de la justice, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France, le Gisti, le Collectif d'action judiciaire et d'autres, qui demandent de longue date la suppression de ces contrôles administratifs, ont introduit un recours devant le Conseil d'État en vue de suspendre cette instruction. Leur combat, juridico-politique, est crucial.

## Notre camp, c'est celui des migrantEs

Ces rafles ne sont pas des accidents. Elles sont les produits logiques d'un système capitaliste et raciste, qui sélectionne les vies en fonction de leur « rentabilité ». Face à cette chasse à l'homme légalisée, notre devoir est clair : la solidarité sans condition avec les sans-papiers, la dénonciation implacable des politiques migratoires meurtrières et l'organisation collective pour leur faire face. Égales, égales, personne n'est illégal.

Amel

## No comment

Il faut cesser la focalisation sur l'âge légal. Une partie de la population va devoir travailler plus.

Déclaration de RAPHAËL GLUCKSMANN le lundi 23 juin lors de la présentation du pré-programme de Place publique pour l'élection présidentielle, où il a également appelé à « déchirer le programme du NFP ».

## Agenda

**Jeudi 26 juin, réunion publique du NPA « Comment lutter contre l'extrême droite? », Paris 10<sup>e</sup>.** Avec Stéphanie Prezioso, historienne et militante anticapitaliste, et Milos de Young Struggle. À 19h30, à L'Exode, 39, bd de Strasbourg.

**Vendredi 27 juin, « We stand (up) with Palestine », Paris 19<sup>e</sup>.** Conférence en forme cabaret par Rachel Borgi, précédée d'une lecture de poésie palestinienne. À partir de 19h, au Baranoux, 78 rue Compans.

**Samedi 28 juin, Marche des Fiertés LGBTQI+.** À 13h30, métro Palais Royal-Musée du Louvre.



**Mercredi 2 juillet, soirée politique et festive « Non aux dissolutions » en solidarité avec la Jeune Garde et Urgence Palestine, Isère.**

À partir de 18h, salle des fêtes d'Échirolles, 15, avenue du 8 Mai 1945. Concerts, interventions, buffet.

**Du 19 au 26 juillet, 40<sup>e</sup> édition des Rencontres Internationales Jeunes (RIJ), Wallonie (Belgique).** Infos: jeunes@nouveauanticapitaliste.org

**Du dimanche 24 au mercredi 27 août, 17<sup>e</sup> Université d'été du NPA-L'Anticapitaliste, Port-Leucate (11).** Accueil le samedi 23 à partir de 14h et départ le jeudi 28 après le petit-déjeuner.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

**L'Anticapitaliste.org**

**L'Anticapitaliste** l'hebdou du NPA

**Rédaction :** redaction@npa2009.org

**Diffusion :** diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :** 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :** 2269-3696

**Commission paritaire :** 1225-C-93922

**Société éditrice :** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :** 1800 exemplaires

**Directrice de publication :** Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :** Fabienne Brifault

**Maquette :** Ambre Bragard

**Impression :** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



**MADAGASCAR****Quand les projets de loi jouent à cache-cache**

À Madagascar, les projets de loi sont gardés secrets jusqu'à leur adoption. Ni les citoyenNEs ni les députéEs ne peuvent débattre de textes parfois cruciaux pour la vie du pays. Face à ce verrouillage autoritaire, les organisations de la société civile dénoncent une dérive antidémocratique orchestrée par le pouvoir de Rajoelina.

L'opacité sur les projets de loi, organisée par le gouvernement, participe à un agenda funeste pour la démocratie sur la Grande Île. Cela paraît presque ubuesque, et pourtant, à Madagascar, les projets de loi sont cachés aux citoyenNEs. Ces dernierEs ne sont informéEs qu'une fois les lois votées. Cette pratique ne concerne pas seulement des lois que l'on pourrait qualifier de mineures, mais l'ensemble des projets, dont certains ont des conséquences importantes sur la vie du pays.

**Adoption express**

Mais si les citoyenNEs sont traitéEs de la sorte, pour les députéEs ce n'est guère mieux. Parfois, ils doivent se prononcer sur une loi qu'ils découvrent le jour même. Par exemple, la loi sur le PAC (Pôle anti-corruption) a été adoptée en 24 heures. Elle soustrait de la compétence des juges les délits financiers et économiques comme les prises d'intérêts illégaux ou les détournements de fonds, et empêche la confiscation des biens mal acquis avant la condamnation, permettant ainsi de mettre à l'abri les fortunes indues en cas de jugement défavorable. On comprend mieux que cette pratique imposée par le gouvernement d'Andry Rajoelina ne relève pas d'une simple inefficacité de l'administration — qui est aussi bien réelle — mais d'une volonté politique. Lorsque des citoyenNEs ont rendu public le projet de loi électorale produit par le Sénat, ils et elles ont été inculpéEs.

Contrastant avec les principaux partis politiques aux mains de millionnaires, qui développent une politique clientéliste pour prendre le pouvoir et siphonner ainsi les ressources de l'État, les organisations de la société civile, particulièrement fortes et actives dans la Grande Île, exigent un minimum de transparence.

**Démocratie bafouée**

Elles mettent en avant les dangers de cette opacité : l'absence de débat dans la société, l'affaiblissement des contre-pouvoirs, et des lois souvent mal conçues, inefficaces et difficilement applicables. Depuis des années, ces organisations demandent des dispositions législatives sur le droit à l'information, permettant de formaliser ce qui relève du domaine public et de celui réservé à l'État. À chaque fois, les différents gouvernements ont fait des promesses qu'ils n'ont jamais tenues. Dans un communiqué commun, les différentes organisations ont avancé leurs propositions : la publication du projet de loi, un délai de consultation obligatoire, et une plateforme en ligne dédiée pour chaque loi, du moins les plus importantes. De telles mesures favoriseraient un large débat. Le gouvernement recherche exactement l'opposé. L'absence de débat dans le pays et dans les chambres élues transforme, dans les faits, les lois en ordonnances ou décrets gouvernementaux, fusionnant de fait les pouvoirs exécutif et législatif. Quant au pouvoir judiciaire, il est l'objet de constantes pressions des autorités, à tel point qu'en 2024, le porte-parole du Bureau des Nations unies aux droits de l'homme a rappelé la nécessaire indépendance de la justice.

Rajoelina tend à installer une dictature en vidant les institutions de leurs prérogatives, suivant une mode qui s'étend à travers le monde.

**Paul Martial**

**TRUMP Les États-Unis en guerre au Moyen-Orient... une fois de plus**

Les États-Unis se sont joints à Israël dans sa guerre contre l'Iran, augmentant ainsi les risques d'une guerre régionale plus large, qui pourrait devenir un borborygme sans fin, comme ce fut le cas avec la guerre en Irak.

Le président Donald Trump a envoyé des bombardiers B-2 pour larguer des bombes antibunker sur les installations nucléaires de Fordo et Natanz, tandis qu'un sous-marin lançait des missiles Tomahawk sur une autre installation à Ispahan. Les démocrates ont condamné Trump pour avoir violé la Constitution, qui stipule que seul le Congrès peut déclarer la guerre, et Alexandria Ocasio-Cortez a suggéré qu'il devrait être destitué pour cela, bien qu'on ne sache pas exactement combien de démocrates s'opposent réellement aux bombardements ou à la participation à la guerre.

Alors que les États-Unis sont actuellement en guerre avec l'Iran, ils sont depuis longtemps profondément impliqués dans la guerre menée par Israël contre l'Iran. Trump a été un allié indéfectible de Benjamin Netanyahu dans ses récentes guerres contre la Palestine et les attaques d'Israël contre le Liban, le Yémen et la Syrie. Trump a approuvé l'attaque d'Israël contre la République islamique et lui a peut-être donné son feu vert avant qu'elle n'ait lieu. Les États-Unis fournissent à Israël environ 3,5 milliards de dollars d'aide militaire chaque année, soit des centaines de milliards depuis la création du pays, une somme utilisée pour acheter des avions, des bombes, des missiles, des chars et des armes à feu fabriqués aux États-Unis.

**Comment vont réagir ses partisans ?**

Trump a fait campagne pour la présidence et a créé son mouvement *Make America Great Again* (MAGA), promettant de mettre fin à l'implication des États-Unis dans les guerres étrangères. Il a suggéré qu'il utiliserait la menace de la puissance militaire américaine pour maintenir l'ordre dans le monde. Il s'est présenté comme un artisan de la paix, affirmant qu'il pourrait mettre fin rapidement aux guerres entre la Russie et l'Ukraine et entre Israël et Gaza. Il a appelé



l'Iran à négocier avec Israël pour parvenir à un règlement pacifique. Ses conseillers MAGA, tels Steve Bannon et Tucker Carlson, se sont farouchement opposés à l'entrée en guerre des États-Unis, tout comme la base du mouvement. Maintenant Trump a évoqué le changement de régime, un sujet qui a été tabou parmi ses partisans MAGA. Comment vont réagir ses partisans ?

Trump a averti l'Iran que s'il ripostait en attaquant les troupes américaines au Moyen-Orient, il s'exposerait à des frappes encore plus dévastatrices. Les États-Unis disposent de 40 000 soldats répartis dans 19 bases dans la région, dont la plupart se trouvent dans 8 bases permanentes situées à Bahreïn, en Égypte, en Irak, en Jordanie, au Koweït, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. La base de Bahreïn, par exemple, qui abrite la cinquième flotte de la marine américaine, compte 9 000 militaires et civils. L'Iran et ses alliés ont la capacité de cibler ces installations, de les endommager et de

tuer des combattants américains. Si cela devait se produire, la base MAGA de Trump pourrait se rebeller contre lui.

**Le régime iranien fragilisé par les luttes sociales et la guerre**

On ne sait pas encore ce qui va se passer en Iran. Tout comme lorsque les États-Unis ont lancé leur guerre contre l'Irak en 2003 — l'une des « guerres éternelles » qui a duré jusqu'en 2011 —, la guerre en Iran pourrait devenir un borborygme inextricable. La guerre menée par les États-Unis contre l'Irak a conduit à une guerre civile qui aurait fait entre 100 000 et un million de morts. L'Iran est un État théocratique dirigé par l'ayatollah Ali Khamenei, chef des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire du gouvernement et de la religion d'État. Son régime islamique a tué des milliers de personnes et emprisonné des dizaines de milliers d'autres qui ont participé à plusieurs manifestations anti-gouvernementales depuis 1999. Aujourd'hui affaibli par la guerre, le régime pourrait s'effondrer, ce qui pourrait conduire à une guerre civile entre la puissante Garde révolutionnaire islamique et le peuple iranien qui aspire au changement.

Aux États-Unis, des manifestations contre la guerre ont déjà eu lieu dans plusieurs villes, de San Jose en Californie à Milwaukee dans le Wisconsin, en passant par New York. À la suite du bombardement américain du 21 juin, des groupes tels que 50501, organisateur de manifestations anti-Trump, ont appelé à des manifestations nationales le dimanche 22 juin, mais l'appel a été lancé trop tardivement et les températures avoisinant les 38° C ainsi que les orages ont empêché les manifestations d'avoir lieu. Mais les manifestations contre la guerre ne manqueront pas d'avoir lieu. Nous, à gauche, y participerons.

**Dan La Botz**

**EUROPE Solidarité internationaliste avec les travailleurEs d'Ukraine**

Les attaques de drones et de missiles russes sur tout le territoire ukrainien s'intensifient depuis plusieurs mois, faisant chaque nuit de nombreuses victimes civiles. La volonté russe d'ouvrir de nouveaux fronts dans le nord de l'Ukraine se précise chaque jour un peu plus. C'est dans ce contexte périlleux que se déploient les attaques du gouvernement Zelensky contre les syndicats.

Les conséquences de la guerre ne s'arrêtent pas aux bombardements : elles affectent aussi directement le monde du travail et les libertés syndicales. En Ukraine, les attaques antisociales et néolibérales ne sont pas suspendues, bien au contraire. Elles frappent même des organisations engagées dans la résistance.

**Une répression antisyndicale en pleine guerre**

Depuis le début de la guerre et l'instauration de la loi martiale, les attaques contre les droits des travailleurEs et les organisations syndicales ont été nombreuses en Ukraine. Malgré l'engagement large et conscient du monde du travail et des syndicats contre l'invasion russe, que ce soit sur le front militaire ou dans la défense

civile, maintenir les taux de profits et restaurer les patrimoines des oligarques ukrainiens malmenés par les destructions massives font partie de l'agenda non négociable du gouvernement actuel.

La dernière attaque en date a visé la tête du mouvement syndical, plus précisément la FPU, principale confédération d'Ukraine, qui comptait près de 6 millions de membres au début de l'invasion à grande échelle. Son président, Grigoriy Osovyi, a été assigné à résidence en avril dernier, dans un contexte de protestation contre de nouveaux rabotages du droit du travail. Début juin, le siège central de la confédération à Kyiv a été saisi par l'entreprise privée KAMparitet. Cette dernière a mis en place une équipe de sécurité privée, interdisant l'accès aux

locaux pour les syndicalistes de la FPU et son personnel confédéral. Les biens syndicaux sont une cible constante du pouvoir depuis février 2022. Malgré leurs engagements formels auprès de la direction du syndicat, le gouvernement est en pratique un complice actif de cette grave usurpation de biens. Depuis sa saisie, la FPU et ses syndicats organisent des rassemblements quotidiens pour protester contre la saisie. Ils et elles sont accompagnés et soutenus par des militaires, des ancienNEs combattantEs et des blesséEs au combat. Les banderoles qui accompagnent ces actions sont explicites : « La vérité est avec nous. Ne touchez pas aux biens du peuple. Rendez-les nous, Président, écoutez les syndicats ! Respectez les militaires ! »

**Renforcer la solidarité**

À l'international, les soutiens syndicaux ont été nombreux pour dénoncer cette situation. La Confédération européenne des syndicats, dans un courrier relayé par l'intersyndicale française au complet, s'adressait au gouvernement ukrainien pour rappeler que « la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine ne peut servir d'excuse pour des attaques contre les syndicats ». Si la résistance à l'impérialisme russe est un objectif partagé par les syndicats et la majorité du monde du travail, les intérêts défendus et les moyens pour y parvenir ne sont pas les mêmes. La résistance ukrainienne est aussi une résistance au néolibéralisme. Ce monde du travail en lutte, qu'il soit organisé syndicalement ou non, est une réalité de l'Ukraine en guerre. Il est vital de lui apporter la solidarité internationaliste qu'il mérite, que ce soit sur le front militaire ou social.

**Elias Vola**

# LE NPA-L'ANTICAPITALISTE S'ENGAGE POUR LES ANIMAUX

Le dernier week-end de mars, le 6<sup>e</sup> congrès du NPA-l'Anticapitaliste a voté deux motions proposées par sa commission Cause animale : l'une sur la libération de tous les animaux sentients de l'exploitation capitaliste ; l'autre sur la végétalisation de l'alimentation lors des événements du parti. Les débats ont soulevé une question centrale : pourquoi et comment penser la cause animale dans un parti anticapitaliste ?

## Animaux humains ou non humains, un seul combat pour l'émancipation

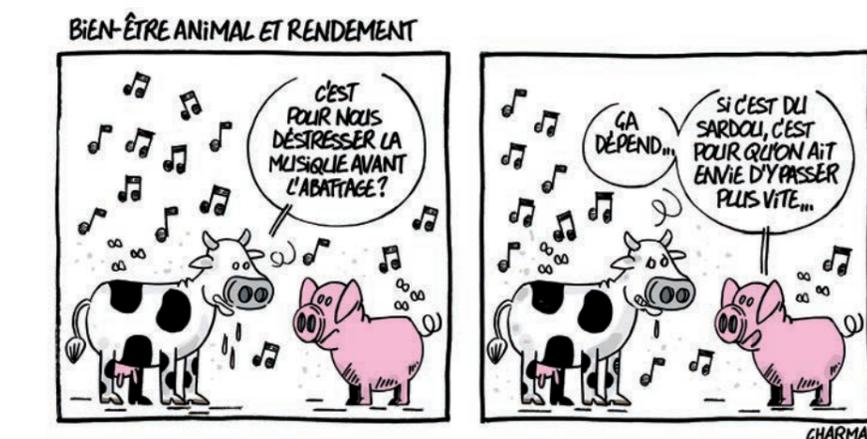
Jusqu'alors, le NPA-l'Anticapitaliste ne portait qu'une attention indirecte aux animaux, à travers leur place dans des ensembles plus vastes à protéger (vivant, écosystèmes, biodiversité, nature...) ou la promotion de l'élevage dit paysan. Mais cette approche s'accommode mal des avancées en neurosciences et en éthologie, et ne permet pas de comprendre les ressorts de la domination subie par les animaux, ni de poser les conditions de son dépassement, dans une perspective d'émancipation qui n'oublie personne.

Que disent les sciences ? D'une part, qu'il n'existe pas de supériorité biologique de l'espèce humaine sur les autres, seulement des évolutions différenciées sans hiérarchie. D'autre part, que les animaux terrestres et aquatiques que nous exploitons sont, comme nous, des êtres sentients. Ils éprouvent des émotions, positives ou négatives, et sont capables, à des degrés divers, de percevoir leur environnement et leurs expériences de vie de manière personnelle, selon

leur propre point de vue. Ce qui leur arrive leur importe. Tout être sentient, humain ou non humain, possède donc une individualité et un intérêt à vivre. Le mouvement animaliste milite ainsi pour une égale considération de cet intérêt, indépendamment de l'espèce. Ceci ne signifie pas qu'il faille accorder les mêmes droits à tous les animaux, mais qu'il faut refuser qu'ils soient utilisés comme matière première, ressource alimentaire, objet de divertissement ou d'agrément, ou support de tests.

### Libérer les animaux du capital

Puisqu'elle n'a pas de fondement scientifique, la différenciation opérée par la société entre les humains et les autres animaux ne peut être que sociale. Sont désignés comme « animaux » les êtres sentients considérés comme ayant des capacités inférieures et dont l'exploitation, l'appropriation ou la mise à mort sont jugées acceptables. Les frontières de ce groupe sont mouvantes : il peut inclure des individus d'autres groupes humains



opprimés. C'est pourquoi il est vain de séparer la lutte contre l'exploitation des animaux de celle contre les autres formes d'exploitation et de domination présentes dans la société.

Bien des préjugés entretiennent cette différenciation purement artificielle, mais elle est avant tout le produit des rapports économiques fondés sur la propriété privée. Parler d'intérêt commun à vivre n'estompe pas les antagonismes de classe. Dans le capitalisme, l'exploitation des animaux n'est pas liée

La question animale traverse aujourd'hui l'ensemble de la société, il importe de ne pas laisser ce terrain aux courants bourgeois et réactionnaires

à la satisfaction des besoins humains (puisqu'on peut physiologiquement vivre sans produits issus des animaux), mais à l'expansion du capital dans sa recherche de profit. Les animaux, assujettis au capital par l'appropriation violente, brutale et directe de leurs existences corporelles, transformés en mar-

chandises, ont donc eux aussi un intérêt à s'en libérer.

### Un héritage révolutionnaire

Or la lutte pour la fin de l'exploitation animale reste un angle mort majeur du mouvement social contemporain. Il n'en a pas toujours été ainsi. Dès le milieu du

19<sup>e</sup> siècle apparaît, au sein du mouvement révolutionnaire en Europe, une préoccupation pour le sort des animaux, ouvrant la voie à l'antispécisme d'aujourd'hui. Ce mouvement radical naît en réaction à la vivisection, à la tauromachie ou à l'industrialisation capitaliste de l'oppression des animaux, dont les abattoirs modernes, comme ceux de Chicago aux États-Unis, sont l'exemple. Ce sont ainsi des militantes qui s'engagent, par leurs écrits ou leurs actions directes (interruptions par la force de vivisections publiques), pour les animaux non humains, comme Louise Michel, Marie Huot ou Élisée Reclus en France.

La question animale, qui peut sembler secondaire au premier abord, traverse aujourd'hui l'ensemble de la société, en écho aux actions visibilisant la réalité des abattoirs. Il importe de ne pas laisser ce terrain aux courants bourgeois et réactionnaires. Le sujet intéresse notamment l'extrême droite, qui l'instrumentalise pour servir son agenda islamophobe (revendications contre l'abattage rituel, par exemple). Il est vital de se démarquer d'une partie du mouvement animaliste qui revendique une position transpartisane : l'émancipation des animaux ne se fera pas avec des partis qui veulent intensifier les formes d'exploitation et de domination humaines et ruiner les droits démocratiques. Dans la continuité des premiers militantEs ayant articulé lutte des classes et libération animale, il s'agit désormais, pour le NPA-l'Anticapitaliste, d'intégrer les animaux à son combat contre un système capitaliste qui a porté la violence exercée contre eux à un niveau inégalé. Parce que c'est ce même système qui exploite les animaux humains et non humains, la lutte pour la libération des autres animaux participe pleinement de la transformation révolutionnaire de la société, dont le NPA-l'Anticapitaliste se veut l'outil. Notre tâche est d'œuvrer sans plus tarder à cette prise de conscience.

## Pas d'antispécisme sans révolution, pas de révolution sans antispécisme

Le congrès du NPA-l'Anticapitaliste a voté pour un antispécisme radical, révolutionnaire, qui prend en compte les intérêts à vivre de chaque individu sentient, quelle que soit son espèce. Lutter pour la fin de l'exploitation passe par la compréhension du système spéciste capitaliste qui accapare les corps des animaux et la force de travail des travailleurEs dans les exploitations et les abattoirs. Nous nous attaquons avant tout au système, puisque l'exploitation des animaux est systémique : inscrite dans la loi, régulée par les marchés, internationalisée par intérêt financier, acceptée par la population par le biais d'une construction sociale inculquée dans les cadres scolaires, familiaux et sociaux.

### Un combat révolutionnaire

Ainsi, l'exploitation des animaux non humains peut se dénoncer avec de nombreux arguments révolutionnaires : la fin de l'exploitation des travailleurEs passera par la fermeture des élevages et des abattoirs où ceux-ci sont exploités ; la

révolution écologique ne pourra pas se mener sans combattre les désastres environnementaux provoqués par l'exploitation des animaux à travers le monde (et notamment dans les pays colonisés) ; la fin de toutes les oppressions implique de fait la fin de l'exploitation des animaux inutilement mutilés et mis à mort ; l'écosocialisme que nous défendons ne se construira pas dans d'autres conditions que celles d'une libération des animaux, humains et non humains.

### Égalité et justice alimentaires

Ces positions impliquent bien sûr des changements immenses et profonds dans l'ensemble de nos sociétés. Les entreprises, institutions et lobbies capitalistes, qui profitent de l'exploitation des animaux et défendent un spécisme qui leur est favorable, veillent à ce que rien ne change, en adaptant la communication sur les produits animaux, considérés comme essentiels dans une société spéciste. Les injonctions à manger de la viande de « meilleure qualité », locale ou paysanne, ou

La fin de l'exploitation animale permettra une meilleure égalité alimentaire, tout en mettant un terme à un système injuste, cruel et inutile

l'invention du « flexitarisme » vertueux prétendent répondre aux aspirations écologiques ou en faveur d'un meilleur traitement des animaux, mais culpabilisent le prolétariat pour qui l'accès aux moyens de subsistance est une préoccupation quotidienne. Plutôt que de reprendre à notre compte les injonctions moralisatrices des classes dominantes, nous soutenons que la fin de l'exploitation animale permettra une meilleure égalité alimentaire, tout en mettant un terme à un système injuste, cruel et inutile, qui participe à toutes les échelles au projet du capitalisme tardif.

En cohérence, le congrès du NPA-l'Anticapitaliste a voté en faveur d'une alimentation exclusivement végétale lors de ses événements publics, comme acte politique de solidarité collective avec les animaux.

## ÉCOLOGIE Loi de simplification de la vie économique: triomphe du néolibéralisme

Votée le 17 juin, la loi enterme un peu plus les faibles ambitions écologiques du gouvernement. Depuis 2017, 60 mesures, 9 lois et de nombreux décrets ont démantelé le droit de l'environnement. De dérogations en contournements de procédures et suppressions de normes, Macron ne peut plus cacher son bilan complètement pourri — qui ne pourra même pas donner bon compost.

En huit ans de règne, Macron a réussi à saper le peu de protections environnementales arrachées par les luttes, au profit des industriels, de l'agrobusiness et des promoteurs qui dominent la vie économique. Les préfets se sont vu attribuer des pouvoirs exorbitants les autorisant à passer en force par-dessus les réglementations environnementales. Désormais, un préfet peut décider à la place de l'autorité environnementale si une évaluation est nécessaire ou non. Ainsi, celui de Seine-Maritime avait autorisé Lubrizol à augmenter son stock de substances dangereuses sans procéder à une évaluation. On connaît la suite. De même, dans la loi Énergie-Climat, le pouvoir de l'autorité environnementale a été affaibli. Des décisions préfectorales ont également dégradé la protection des sites classés.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

### Fuite en avant productiviste

Le Zéro artificialisation nette (ZAN), inscrit dans la loi ERC (Éviter, Réduire, Compenser) — loi que nous avons justement critiquée pour ses insuffisances — imposait une compensation à toute construction. Il est désormais supprimé. Maintenant, c'est clair : rien ne doit entraver la course à la croissance et aux profits. Réintroduire les néonicotinoïdes (loi Duplomb), dont la toxicité est dénoncée par la communauté scientifique, est criminel. Promouvoir un système agro-industriel productiviste, mondialisé, chimique, profitant à une minorité de gros exploitants agricoles : c'est le choix décomplexé du gouvernement. Et ce, au mépris de la situation climatique et environnementale. De plus, la déclaration « d'intérêt général » pour les ouvrages de stockage et de pompage d'eau légitime l'accaparement de la ressource — bien commun — au profit des intérêts privés de quelques-uns (les bassines).

### La justice entravée

La diminution des possibilités de recours contre les projets d'urbanisme, la restriction du droit à agir (un an d'existence pour une asso), la suppression de degrés de juridiction qui empêche les assos de faire réexaminer leurs dossiers, la réduction des normes ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement)... tout un arsenal de mesures qui restreint fortement les possibilités de recours juridiques. Or, ces derniers se multiplient avec la montée des contestations, portées par des collectifs qui s'organisent contre des projets inutiles. Organiser nos luttes, se coordonner, agir ensemble et radicalement : voilà la voie à poursuivre si nous voulons retirer aux exploitants et dominants le pouvoir de détruire le vivant — donc nos vies.

**Commission nationale écologie**

# INTERNATIONALISME Salon du Bourget et résistance populaire contre tous les impérialismes

Face au salon mondial de l'armement organisé au Bourget, une mobilisation internationaliste et anticoloniale s'est tenue dans le 93, entre actions symboliques, répression policière et soutien populaire. Un contre-salon de solidarité, de musique et de luttes, porteur d'un autre horizon que celui des marchands de mort.

Le week-end des 21-23 juin, le Salon international de l'aéronautique et de l'espace accueillait au Bourget les plus grands vendeurs d'armes de la planète. Derrière ce nom aseptisé, il s'agit d'un gigantesque marché de la mort. Les armes qui y sont exposées sont celles qui tuent aujourd'hui dans les guerres impérialistes ou qui écrasent les peuples en lutte contre la répression. Cette année, en plein génocide à Gaza, l'État colonial israélien et plusieurs entreprises israéliennes y étaient présents pour vanter leur savoir-faire en matière d'armement « testé sur les populations ». À l'appel d'une large coalition — Guerre à la guerre, syndicats du 93, organisations politiques, collectifs et associations — un contre-salon de résistance s'est tenu à proximité. Tout le week-end, des actions ont été organisées pour dénoncer le génocide en cours en Palestine, la complicité des gouvernements et l'impunité des fabricants de mort. Au-delà de l'opposition à la présence israélienne, il s'agissait bien de contester l'existence même de ce salon militariste, outil central de l'économie de guerre globale.



### Une répression absurde et brutale

Le gouvernement français, hôte enthousiaste du salon, a quant à lui désigné une autre menace : les ballons aux couleurs de la Palestine que des manifestantEs prévoient de faire flotter symboliquement pendant la marche. Cette tentative poétique de réappropriation de l'espace aérien du 93 — saturé par les Rafale et les hélicoptères — a été sévèrement réprimée.

Les militantEs de la solidarité n'ont eu droit qu'à des gardes à

vue et des accusations d'association de malfaiteurs. La police est allée jusqu'à pénétrer dans la Bourse du travail de Bobigny pour y enfermer les occupantEs, le temps de « neutraliser la menace » : comprenez, arrêter des militantEs et crever des ballons... Pendant ce temps, les marchands de guerre étaient reçus avec les honneurs.

### Un internationalisme populaire

Malgré une chaleur écrasante, des milliers de manifestantEs ont défilé dans les rues du Bourget et

de Drancy, rarement traversées par des cortèges. Tout au long du parcours, des habitantEs ont distribué de l'eau, des encouragements, et parfois même accompagné les manifestantEs. Le cortège était clôturé par un pôle internationaliste dynamique et joyeux, rassemblant le NPA, l'UCL, la campagne BDS, des militantes pour le Sahara occidental (Front Polisario), des soutiens aux résistances ukrainienne, kanak et vietnamienne. Une soixantaine de militantEs ont défilé derrière la banderole « Contre les guerres impérialistes / Pour la résistance des peuples ». En parallèle, un village anti-guerre s'est tenu dans un parc du Bourget, non loin de la Bourse du travail. Il a accueilli des stands militants, une scène, des repas, des concerts, des conférences et des projections. L'affluence modeste ne peut effacer sa réussite politique et populaire : les habitantEs du quartier se sont emparés de ce lieu pour échanger, se rencontrer, entendre un autre récit que celui imposé par les marchands d'armes. Un moment de calme, de solidarité et de lutte face au vacarme de la guerre.

**Manon Boltansky**

## GAZA, CISJORDANIE, IRAN... Quand la solidarité syndicale n'est pas qu'un mot!

*Avec des organisations syndicales déjà bien occupées par les attaques antisociales, il n'est pas toujours facile d'aborder des questions qui semblent loin du quotidien des collègues de travail, surtout lorsque le matraquage médiatique est aussi hostile et mensonger qu'il l'est sur le génocide à Gaza.*

Malgré les obstacles, des initiatives syndicales de solidarité avec le peuple palestinien ont commencé à voir le jour ces derniers mois notamment en réponse à l'appel de syndicalistes palestiniens.

### Mettre en lumière les collaborations avec l'État d'Israël

Depuis 2024, plusieurs syndicats de grandes entreprises ont interpellé leurs directions sur les collaborations avec l'État génocidaire d'Israël notamment chez Thales<sup>1</sup> et STMicroelectronics<sup>2</sup> et plus récemment chez Airbus<sup>3</sup>. Démontrer les faits et convaincre les collègues s'appuie sur les recherches de l'Observatoire des armements<sup>4</sup>, les rapports d'Amnesty International<sup>5</sup> ou les compilations réalisées par Stop Arming Israël. Un travail de recherche, sur la base des documents fournis aux instances représentatives du personnel et de données qui ne sont connues que des salariéEs, est indispensable. Publier ces

informations nécessite un certain nombre de précautions pour ne pas mettre en danger les salariéEs qui le font. Il existe aussi des actions de solidarité depuis de nombreuses années, comme le projet de collaboration entre les syndicats d'enseignants d'éducation physique (SNEP-FSU, FSGT) en France et ceux de Palestine<sup>6</sup>.

### Informé pour mobiliser!

Ce travail d'investigation et d'information a pour objectif de mobiliser les travailleurEs, au-delà des syndicalistes internationalistes convaincuEs. C'était l'une des préoccupations des militantEs présentEs fin mai à la journée d'étude intersyndicale FSU/Solidaires/CGT : expériences concrètes partagées, notamment le refus des collaborations dans l'ESR (Enseignement supérieur et Recherche) ou la mobilisation devant le site de production de STMicroelectronics en Isère, organisée par la CGT et Urgence Palestine. Le refus, à l'appel de la CGT, des dockers de Fos-sur-Mer de charger des conteneurs de pièces pour des armes à destination d'Israël début juin a eu un écho important et reçu le soutien de diverses structures syndicales. Des mobilisations similaires avaient eu lieu en 2023 en Italie et en Grande-Bretagne. Plus récemment, c'est en Grèce et au Maroc que des chargements ont été bloqués ou retardés et, le 6 juin dernier, les dockers italiens avaient de nouveau appelé à la grève. Une enseignante, qui avait accepté une minute de silence à la mémoire des victimes du conflit israélo-palestinien dans un lycée de l'Yonne, a été suspendue. Les organisations

syndicales ont protesté contre la sanction de leur collègue et essayé d'intégrer la lutte contre la répression à la lutte de solidarité avec la Palestine.

Lors de la mobilisation contre le Salon du Bourget, les 21-22 juin, la CGT 93, des syndicats CGT et Solidaires de plusieurs entreprises étaient présents à une table ronde sur le thème *Faire la guerre à la guerre au travail, est-ce possible?*

### Solidarité avec les travailleurEs du monde entier!

À la suite des bombardements en Iran par Israël, plusieurs appels de structures syndicales d'Iran ont circulé. Après l'intervention des États-Unis, il est urgent de construire des mobilisations contre la généralisation de la guerre, pour dénoncer la responsabilité des impérialismes occidentaux, en solidarité avec les travailleurEs d'Iran. Cette solidarité est coordonnée notamment en France par SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurEs en Iran)<sup>7</sup>. Cette solidarité doit se renforcer!

**Elsa Collonges**

1 — <https://tcs.cgthales.fr/2024/09/23/>

la-cgt-thales-demande-larret-du-commerce-avec-israel/

2 — <https://cgtstrolles.fr/lettre-ouverte-a-jean-marc-chery-CEO-de-stmicroelectronics-stop-arming-israel>

3 — <https://avions.cgtairbus.com/actus/gaza-airbus-doit-agir/>

4 — <https://www.obsarm.info/>

5 — <https://www.amnesty.fr/petitions/genocide-gaza-france-fin-impunite-israel>

6 — <https://lesite.snepfsu.fr/les-secteurs/international/le-sport-scolaire-a-besoin-de-paix-et-justice-en-palestine-et-partout-dans-le-monde/>

7 — <http://www.iran-echo.com/index.html>

# Vie du NPA l'Anticapitaliste

## PORT-LEUCATE

### Prendre du recul, construire les luttes : l'université d'été du NPA

*Difficile, mais plus que jamais indispensable, de prendre du recul face à l'évolution apocalyptique de la situation politique, quelle que soit la direction vers laquelle se portent nos regards : de la France à l'Iran, en passant par la Kanaky, l'Ukraine, les États-Unis, Gaza, la Cisjordanie, le Soudan...*

C'est pourtant l'un des objectifs que nous nous fixons, cette année encore, dans le cadre de notre 17<sup>e</sup> université d'été, qui se tiendra du samedi 24 au mercredi 28 août à Port-Leucate.

#### Réfléchir pour agir

Une situation qui rend le choix des thématiques encore plus difficile pour centrer nos réflexions, formations et préparations de mobilisations.

Nous aborderons la montée de l'extrême droite sur tous les continents. Nous reviendrons sur les mobilisations féministes et la montée des attaques transphobes. Les questions internationales couvriront une large partie de nos travaux : Palestine et Moyen-Orient, Ukraine, Brésil, militarisation des économies et des sociétés.

Nous n'oublierons ni les luttes contre les licenciements, ni celles pour défendre la Sécurité sociale, pour la santé au travail, contre les violences des politiques anti-migrantEs, contre l'islamophobie et tous les racismes, ni les mobilisations dans la culture. Ni les attaques contre l'ensemble du secteur éducatif et les nécessaires réflexions sur la pédagogie et les violences faites aux enfants. Ni les régressions mortifères en matière d'écologie.

#### Prendre du recul

En cette période de profonds bouleversements, un temps fort sera consacré à l'État et à ses transformations, ainsi qu'un cycle Frantz Fanon qui nous permettra de prendre de la hauteur sur le colonialisme, le racisme et la psychanalyse.

Des temps festifs seront organisés tant en journée que lors des soirées : films, chorale, conférence gesticulée, ainsi que des animations pour les enfants.

Et bien sûr, pas d'université d'été sans débats avec les organisations syndicales, les partis politiques, et le meeting du lundi soir. Autant d'occasions de débattre de la situation politique tout en préparant une rentrée aux enjeux plus importants que jamais.

Commission Université d'été



## En bref

### Luxembourg Échanges avec déi Lénk sur le féminisme.

Alors que le Luxembourg se prépare pour une mobilisation générale le 28 juin prochain contre le projet de réforme des retraites imposé par son gouvernement, déi Lénk m'a invitée pour une réunion publique sur l'actualité du féminisme et une formation en interne intitulée «*Le féminisme : histoire, théories, stratégies*». Je suis revenue sur la situation polarisée dans laquelle nous nous trouvons actuellement, entre l'anniversaire des dix ans du début de Ni Una Menos et du renouveau des mobilisations féministes partout dans le monde, et la menace résistible mais non moins inquiétante que constitue l'internationale d'extrême droite. Les deux événements ont été des succès et ont permis de mener de riches discussions sur les liens entre mouvement ouvrier et mouvement féministe, la nécessité de donner à voir positivement notre projet de société, ou encore sur la place des émotions dans l'engagement militant.

Ce fut l'occasion d'échanger plus longuement sur la situation du féminisme au Luxembourg, qui a connu d'importantes mobilisations féministes dans le cadre de la quatrième vague. Le 8 mars 2020 a été tout particulièrement historique, marquant un succès dans la construction de la grève des femmes et des minorités de genre. Le secteur du nettoyage était particulièrement présent dans la rue, ce qui a permis que le travail reproductif dans son ensemble, si souvent invisibilisé, naturalisé, dévalorisé, prenne une place centrale. Des liens militants durables se sont aussi tissés, permettant des victoires : par la suite, une grève dans une maison de soin a obtenu une convention collective favorable. Cette année, comme en France, le 8 mars a été également particulièrement réussi, avec une mobilisation construite autour de la solidarité internationale et de la lutte contre l'extrême droite, contre Trump et contre les



NPA-L'ANTICAPITALISTE

attaques anti-féministes et anti-LGBTI. Tout l'enjeu est à présent de mobiliser spécifiquement les femmes et les minorités de genre contre la réforme des retraites en cours, dont elles sont particulièrement les cibles.

Enfin, ce fut également l'occasion d'échanger sur nos organisations respectives. déi Lénk est d'une certaine manière plus jeune que le NPA, qui s'inscrit dans l'héritage de la LCR : créée en 1999, elle est née d'une fusion entre une partie du Parti communiste, une partie du LSAP (le Parti socialiste) et des organisations d'inspiration trotskiste. Elle allie une dimension parlementaire — elle a deux députées — et contestataire — elle est par exemple mobilisée dans la lutte actuelle, et mène une campagne pour exiger la constitutionnalisation du droit à l'IVG. Philippe Poutou participera à l'université d'été de déi Lénk en juillet, et en retour, une délégation de militantEs participera à la nôtre : les débats continuent !

Aurore Koehlin

### Centre d'études marxistes Les riches contre la planète.

Lundi 16 juin, le Centre d'études marxistes tenait sa dixième soirée depuis septembre 2024, sur le thème *Les riches contre la planète*, animée par Monique Pinçon-Charlot, sociologue, et Basile Pot, cheminot. Cette soirée complétait la précédente, intitulée *Marxisme et écologie*, avec Daniel Tanuro. La soirée a été introduite par Basile, qui a

souligné les contradictions de Marx, mais aussi, et pire encore, le productivisme aveugle de celles et ceux qui s'en sont réclamés tout au long du 20<sup>e</sup> siècle, sans épargner les angles morts de notre propre courant. Face à l'urgence de la situation et à l'impossible «*capitalisme vert*», il a proposé quelques pistes de réflexion et des mesures immédiates.

Monique Pinçon-Charlot est connue comme coautrice de nombreux ouvrages sur la grande bourgeoisie, et comme sociologue ayant une réelle implication militante. Dans son dernier livre, qui donnait son titre à la soirée, elle s'est plus précisément attachée à débusquer comment l'oligarchie, non seulement détruit la planète par son mode de vie, ses décisions politiques et économiques, mais aussi — pire encore — comment elle en tire profit avec un cynisme sans complexe. Elle montre comment les enjeux écologiques sont au cœur de la domination oligarchique : par personne et par an, les 50 % les plus pauvres de la planète émettent en moyenne 1,6 tonne de CO<sub>2</sub>, contribuant ainsi à 12 % des émissions totales de carbone... les classes moyennes, qui représentent 40 % de la population mondiale, c'est 6,6 tonnes qui aboutissent à 40,4 % du total des émissions. Quant aux 10 % les plus riches, ils contribuent à 47,6 % du total avec 31 tonnes !

Cette soirée concluait une année de cercles mensuels, accessibles sur la chaîne YouTube : <https://m.youtube.com/@etudesmarxistes>. Le Centre donne rendez-vous dès le mois de septembre, et d'ici là, à l'Université d'été du NPA, où il animera plusieurs ateliers sur la question de l'État.

CorrespondantEs CEM

#### À lire sur le site



VIE DU NPA. À Bayonne, une réunion unitaire contre Retailleau et ses rafles

## Culture

### ESSAI *La Meute. Enquête sur La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon*, de Charlotte Belaïch et Olivier Pérou

Éditions Flammarion, 2025, 352 pages, 22 euros.

On a lu *La Meute* pour vous. Arrivé entre nos mains par hasard, c'était donc l'occasion de découvrir le contenu de cet ouvrage, «*qui collectionne à la fois des ragots et des mensonges*», comme l'avait déclaré Mathilde Panot à sa sortie début mai. Depuis, le livre est entré dans le top 10 des ventes. Une demi-surprise, puisqu'avant même sa mise en vente, «*la promo médiatique avait démarré en fanfare*», soulignait Acrimed<sup>1</sup>. Une couverture médiatique qui tient sans doute aux statuts de journalistes des deux auteurEs, lesquelles ont pu bénéficier de rédactions ouvertes à un propos dans l'air du temps : taper sur Jean-Luc Mélenchon et/ou La France insoumise ! «*Un genre*

*indéniablement très prisé... et fort rentable*», selon Acrimed<sup>2</sup>.

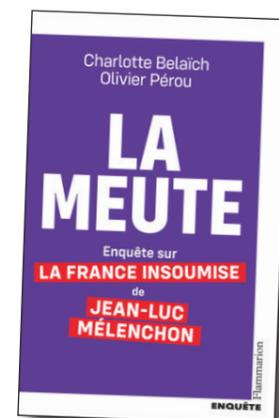
#### Rien de neuf

Pas de surprise ! Un style facile, un récit rythmé et un certain sens de la mise en scène contribuent au succès de ce type d'ouvrage. En revanche, cherE lecteurE, si vous cherchiez une analyse politique, mieux vaut passer votre chemin... Quel intérêt alors ? La fascination que le sordide exerce, savamment mise en valeur par les deux auteurEs ? Quiconque lit régulièrement la presse, s'intéresse à LFI et ses affaires, ou côtoie de près ou de loin des militantEs, n'apprendra que peu de choses dans ce livre : des affaires de Sofia Chikiro au parcours sous les ors de la République de celui qui fut sénateur PS à 35 ans...

Mais les figures dépeintes sont sélectionnées parmi les moins flatteuses du mouvement ; les témoignages sont quasiment tous à charge, hormis ceux de quelques amiEs de longue date. Si bien que le portrait dressé de LFI et de Jean-Luc Mélenchon finit quand même par laisser un arrière-goût rance.

#### Ni politique ni démocratie

La construction très systématique laisse entrevoir l'objectif : interpréter chaque revirement comme un calcul vers la prise du pouvoir (comme si, d'ailleurs, LFI avait le monopole des calculs) ; considérer chaque succès comme un embrigadement ou une emprise ; identifier le mouvement à son chef, sans jamais faire place aux préoccupations politiques ; dénoncer l'absence (indéniable !) de démocratie interne sans en analyser les racines politiques, en se contentant de la psychologiser. S'il affleure quelque chose de ce récit à charge, c'est que le destin de Jean-Luc Mélenchon et de LFI



ne saurait se comprendre sans la trajectoire de décomposition du PS, sans le contexte d'un capitalisme destructeur et de la montée de l'extrême droite... Mais le livre s'arrête là où commence la politique. On serait bien en peine de défendre qu'il contribue, même en creux, à élever le débat démocratique...

Fabienne Dolet

1 - Maxime Friot, Pauline Perrenot, «*Mélenchon : les journalistes politiques chassent en meute*», Acrimed, 6 mai 2025.  
2 - *Idem*.

Librairie La Brèche  
la-breche.com

► 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M° Daumesnil

# TÉMOIGNAGE «À chaque étape en France, l'ambassade et les consulats marocains ont intimidé les marcheurs pour la libération des prisonnierEs politiques sahraouis»

Une marche pour la liberté des prisonniers politiques sahraouis a eu lieu ce printemps, malgré la répression des autorités marocaines avec la complicité de l'État français. Témoignage d'un de nos camarades du comité catalan.

Partie d'Ivry le 30 mars, la marche est arrivée à Algésiras le 31 mai. Une vingtaine de marcheurs ont embarqué sur un ferry espagnol, direction Tanger. Surprise : des dizaines de policiers marocains sont présents sur le bateau. Dans un port et sur un bateau espagnol, la police marocaine, intimidée, photographie, bouscule une photographe de la marche. À Tanger, la police empêche les marcheurs de descendre du bateau.

Retour à Algésiras où une conférence de presse est organisée pour dénoncer la complicité des États français et espagnol avec le Royaume marocain, qui occupe illégalement le Sahara occidental, et laisse agir la police marocaine sur son sol en toute impunité. À chaque étape de la marche en France, l'ambassade et les consulats marocains ont mobilisé leurs sbires pour intimider, agresser, les marcheurs.

## Une marche qui dérange

Claude Mangin, habitante d'Ivry, est mariée avec Naâma Asfari militant sahraoui emprisonné depuis 2010 dans la sinistre prison de Kenitra au Maroc. Comme des dizaines d'autres militantEs, Naâma a été arrêté lors du démantèlement par l'armée d'un campement pacifiste. En 2010, en écho au Printemps arabe, à l'initiative de jeunes SahraouiEs, des dizaines de milliers de personnes installent un campement dans la zone occupée, revendiquant le respect des droits du peuple sahraoui et la libération des prisonnierEs politiques.

Sanchez, Premier ministre espagnol, et Macron ont affirmé ces dernières années, en contradiction avec les résolutions de l'ONU et du droit international, la souveraineté marocaine sur le



La marche à Algésiras. DR

Sahara occidental. En France, les projets de coopération avec les autorités d'occupation se multiplient (Ville de Montpellier, région Occitanie...) passant outre les arrêts de la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne). Pour briser le silence sur la situation des prisonniers politiques et du peuple sahraoui, Claire Mangin et l'association des Amis de la RASD (République arabe sahraouie démocratique) avec le soutien de la ville d'Ivry (dont Naâma est citoyen d'honneur) ont pris l'initiative de la marche. Dans chaque ville étape, des collectifs ont organisé l'accueil, et pris des initiatives (projection de films, expositions, meeting, manifestation...). À chaque étape, des hommes de main des consulats marocains ont organisé des agressions contre les marcheurs, tentant d'interdire par la force la tenue des événements programmés.

## Perpignan, le comité catalan de soutien à la Marche

À l'initiative de membres des Amis de la RASD, un large collectif regroupant le PCF, les Verts, le NPA-L'Anticapitaliste, associations antiracistes et de solidarité internationale, des individus,

## À chaque étape de la marche en France, l'ambassade et les consulats marocains ont mobilisé leurs sbires pour intimider, agresser, les marcheurs

s'est constitué pour organiser l'accueil de la Marche. De 200 à 300 personnes ont participé aux différentes initiatives : repas partagés, projection de film, atelier d'écriture de lettres aux prisonniers. Le collectif a invité Daniel Wéa, président du Mouvement des Kanak en France. Daniel a rappelé les liens de solidarité historique qui unissent les deux peuples, confrontés à une colonisation de peuplement et au refus commun de la France et du Maroc de respecter le droit international.

## Carole Delga et la région Occitanie, complices du Royaume

En même temps que la marche traversait la région, Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, recevait en grande pompe, à Port-la-Nouvelle les autorités d'occupation maro-

caine pour annoncer la prochaine signature d'une convention de coopération économique entre les ports de Port-la-Nouvelle et de Dakhla au Sahara occidental. La construction du port de commerce de Dakhla est illégale. Il est l'outil du Royaume pour exporter les richesses pillées au peuple sahraoui.

C'est pourquoi une délégation du comité catalan s'est rendue à Algésiras pour dire sa solidarité avec les prisonniers politiques, et affirmer son engagement à mettre en échec tout projet de coopération avec les autorités d'occupation. L'ensemble des partis qui composent le NFP (Nouveau Front populaire) demande le respect des résolutions de l'ONU et du droit international par le Maroc. Ils doivent s'opposer à ces projets. Les élus PCF se sont prononcés dans ce sens. Le travail ne fait que commencer. Sur le terrain juridique, dans les institutions, dans les entreprises concernées par les projets, avec les Écologistes (les projets de développement industriel du Maroc menacent gravement les équilibres écologiques), dans la rue, avec les Amis de la RASD et du Front Polisario nous mettrons en échec Delga et ses projets colonialistes. Le NPA-L'Anticapitaliste doit prendre toute sa place dans cette mobilisation.

Retrouvez toutes les infos sur le site des amis de la RASD : <https://www.association-des-amis-de-la-rasd.org/>

## Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?  
Il arrive trop tard dans ta boîte ?  
Fais-le nous savoir à :  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

## Suis-nous

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

[lanticapitaliste.org](https://lanticapitaliste.org)  
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UC...)  
[lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)  
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste)  
[lanticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/lanticapitaliste.presse)  
[lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



## Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

## Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°165 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-  
Lenoir,  
93108 Montreuil  
cedex.



## Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

## Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

## HISTORIQUE

En 1973, le peuple sahraoui s'organise au sein du Front Polisario pour engager la lutte armée contre la colonisation et l'occupation espagnole. L'Espagne se retire, et la CIJ (Cour internationale de Justice) reconnaît le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. En réponse le roi du Maroc envoie l'armée, accompagnée par des centaines de milliers de civils (la Marche verte) occuper le Sahara.

En 1976, le peuple sahraoui proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD), qui est reconnue par la Mauritanie (qui se retire de la partie du Sahara occidental qu'elle occupe). Le Polisario résiste militairement à l'occupation et aux forces armées marocaines. Peuple de quelques centaines de milliers de personnes, les Sahraouis ne peuvent vaincre militairement une armée marocaine fournie et conseillée par l'impérialisme, l'État français en tête. En 1991, un cessez-le-feu est signé. Le Maroc s'engage à organiser un référendum d'autodétermination. Le Maroc ne respecte pas l'accord. Un mur de milliers de kilomètres, où des millions de mines antipersonnelles sont posées, coupe le Sahara en deux. Le Maroc occupe la zone côtière où se concentrent les richesses et la population. Deux cent mille SahraouiEs vivent dans des camps de réfugiés dans le sud algérien.

Par les armes, les mobilisations pacifistes, les actions de désobéissance civile, dans les camps de réfugiés, dans la zone occupée, dans la diaspora en France et en Espagne, le peuple sahraoui résiste. La répression, l'arbitraire sont la réponse du Royaume. Des dizaines de prisonniers politiques sahraouiEs croupissent en prison, pour le simple fait d'être SahraouiEs et d'avoir revendiqué pacifiquement leurs droits.

En France, depuis 1976, l'association des Amis de la RASD organise la solidarité au côté de la diaspora sahraouie et des représentantEs du Front Polisario.

## L'image de la semaine

